

## CONFERENCE DE CONSENSUS

Le mardi 15 mars 2005, la CFE CGC était invitée par le Conseil national des programmes (CNP) à une deuxième journée de réflexion-débat sur la formation professionnelle et technologique initiale. Mmes Jarrige et Poncet du **CNGA** ont assisté à cette deuxième journée qui avait pour thème les contenus de formation et l'équilibre des enseignements dans la formation professionnelle initiale.

Cette deuxième conférence de consensus était présidée par M. Boisivon, professeur émérite, directeur à l'Institut des grandes entreprises. Un jury composé de 9 personnalités diverses du monde de l'enseignement initial ou continu, des collectivités territoriales, de la recherche et des universités, du ministère... est chargé d'écouter les débats et de faire des propositions et des recommandations qui seront transmises au gouvernement et ceci à la suite des 3 journées. De plus un appel à contribution en direction d'organismes et de personnalités compétents a été lancé et le **CNGA** a déposé une contribution relative à l'enseignement technologique.

Les 8 intervenants de ce jour sont dans l'ordre de leur prise de parole:

- Mme Catherine Agulhon, maître de conférence à Paris V
- Mme Catherine Guillaumin de la DAFPIC d'Orléans Tours
- M. Philippe Schwarz, chef d'entreprise (entreprise Stil)
- M. Jean-Louis Kirsch du Cereq
- M. Christian Lage, secrétaire général du syndicat enseignant SNETAA
- M. Michel Beurnier, IEN ET de Créteil
- M. Jacques Blanc, directeur des formations de la région PACA
- M. Gilles Moreau, maître de conférence à l'université de Nantes

En fonction de leurs expériences, ces intervenants, à titre personnel, nous ont donné leur opinion sur 3 thèmes qui leur ont été imposés à savoir :

- 1) Comment développer et évaluer les compétences professionnelles des élèves ?
- 2) Quelle culture générale dans les formations professionnelles?
- 3) Formation en apprentissage ou formation sous statut scolaire ?

Résumé des idées qui nous ont semblé les plus intéressantes et pertinentes, parfois contradictoires :

- une orientation vers la voie professionnelle plus positive s'imposerait.
- les offres de formation sont nombreuses (CAP, BEP, Bac Pro, Bac technologiques, BP...) mais pas toujours lisibles.
- le travail des CPC est intense, ce qui induit parfois des contenus de formation en avance par rapport aux besoins des entreprises et des difficultés d'adaptation des enseignants devant ces nombreux changements de programme.
- une hyper-spécialisation des formations est dangereuse, la formation tout au long de la vie devrait permettre de s'adapter aux nouvelles techniques, à condition d'avoir au départ des bases solides de formation.
- pour que l'alternance réussisse, il apparaît nécessaire de renforcer les liens entreprises écoles, le travail entre les tuteurs en entreprise et les enseignants de matières professionnelles, de travailler en interdisciplinarité c'est à dire ne pas déconnecter l'enseignement général de la formation pratique donc améliorer la transversalité des enseignements et prévoir des périodes de concertation. Le développement et l'amélioration des compétences ne peut être que le fruit d'un projet pédagogique qui met en relation les contenus des programmes et les expériences en entreprises.
- il faudrait pour éviter le désintérêt des élèves, établir une progressivité des apprentissages suivant le niveau du diplôme c'est à dire respecter la singularité de chaque parcours.
- les entreprises considèrent que l'écriture y compris l'orthographe et l'oral sont des compétences fondamentales à acquérir et il serait rentable de partir des expériences des élèves en entreprises pour les faire travailler à l'écrit et à l'oral. La culture générale enseignée en LP doit s'adapter au niveau des jeunes, à leur environnement et être en rapport avec leur futur métier : il faudrait un lien plus étroit entre le vécu en entreprise et des programmes définis par des référentiels qui prendrait en compte leur expérience professionnelle.
- les chefs d'entreprises qui prennent des stagiaires désirent des personnes capables de produire car le but d'une entreprise pour survivre est gagner de l'argent. Il faut faire comprendre au stagiaire qu'il a un rôle à jouer dans l'entreprise, qu'il y est utile et que si son attitude n'est pas correcte (retards, absentéisme, manque de respect du travail de l'autre...), il pénalise fortement la production de l'entreprise.
- les chefs d'entreprise désirent également que leurs stagiaires soient capables de s'adapter aux mutations technologiques, d'écouter et de communiquer au sein de l'entreprise.
- les élèves ignorent souvent le fonctionnement d'une entreprise. D'une façon générale, il faudrait peut-être que les cadres des entreprises fassent des interventions en lycées professionnels et dans les collèges pour faire découvrir les métiers.
- les contenus de formation doivent s'adapter aux bouleversements technologiques qui s'accroissent.

- le fait de dominer des savoirs transversaux permet de mieux s'adapter ; par exemple, pour les métiers du secrétariat, des matières générales et transversales comme la micro informatique, Internet, la communication, la curiosité et l'anglais sont fondamentales pour s'intégrer dans la vie active
- les jeunes en apprentissage ont beaucoup de mal à faire le lien entre ce qui se passe en entreprise et la formation initiale. Il est indispensable que des visites croisées entreprises lycées professionnels soient organisées pour montrer le lien entre le poste de travail et les enseignements théoriques. ; ceci est accentué par le fait qu'autrefois les formateurs de lycées professionnels étaient issus du monde de l'entreprise et qu'aujourd'hui, les professeurs pour enseigner en lycée professionnel doivent être fortement diplômés (minimum bac + 3) et ont généralement peu d'expériences ou de vécus en entreprise. Des stages en entreprise pour ces professeurs seraient peut-être souhaitables.
- les compétences des élèves ne peuvent s'évaluer à l'école car par définition une compétence est un savoir-faire dans un contexte d'où l'importance des compétences transversales pour s'adapter au contexte. Par exemple il est illusoire de former un couvreur dans un atelier abrité d'un LP ; c'est dehors avec les aléas climatiques que le métier s'apprend pour coller à la réalité.
- outre les connaissances professionnelles, les chefs d'entreprise insistent sur l'adaptabilité de leurs stagiaires, sur leur appétit d'apprendre, sur leur savoir être ; ils regrettent d'avoir à faire parfois à des jeunes illettrés ou plutôt mal lettrés. Les jeunes se comportent souvent dans leurs études comme des consommateurs : ils subissent plus leur formation qu'ils en sont acteurs.
- on peut parfois regretter le décalage entre le titre ronflant et racoleur du diplôme et les métiers réellement exercés ; par exemples les BEP géomètre et architecture ne correspondent pas à des métiers réels (un niveau minimum bac + 5 est nécessaire pour être géomètre ou architecte). Par contre certains diplômes correspondent à des métiers bien réels générateurs d'emploi mais ils n'attirent pas les jeunes ou leur famille : il y a un blocage social pour certains métiers (carreleur, maçon).
- certes les compétences en savoir-faire sont indispensables mais le savoir être, les relations à la personne, le respect sont importants surtout dans le domaine des emplois de service qui se développent beaucoup actuellement. ; d'une manière générale, les savoirs techniques sont fondamentaux mais il ne faut pas négliger les enseignements théoriques si on veut continuer les études à un niveau supérieur (double finalité des diplômes : insertion professionnelle immédiate et insertion propédeutique pour la poursuite d'études).
- les élèves orientés dans les lycées professionnels ont souvent connu des échecs dans l'enseignement classique au niveau des matières générales ; on peut aussi considérer que c'est le système qui a échoué, qui n'a pas réussi à intéresser ces élèves et à les motiver pour acquérir un minimum de culture générale.
- le SNETAA par la voie de Christian Lage plaide pour une véritable culture générale en LP, avec par exemple introduction de la philosophie en Terminale Bac pro ; ce droit à la culture éviterait la violence, formerait le citoyen, ferait partie du pacte social et corrigerait les différences culturelles et sociales des élèves de LP. Bien sûr, il faudrait bannir la pédagogie uniforme, favoriser la pédagogie inductive par petits groupes alors qu'actuellement on assiste à des regroupements de section pour faire des économies, favoriser la maîtrise du langage afin de faire des élèves des citoyens responsables, autonomes et actifs.
- le SNETAA a la nostalgie des ENNA et reste attaché à la bivalence des professeurs de LP mais refuse que ces professeurs aillent enseigner en 6<sup>ème</sup>.
- les professeurs d'enseignement général en LP ont la même formation académique que leurs homologues de collège ou lycée. Ces formations sont-elles adaptées aux lycées professionnels ?
- ce sont principalement les petites entreprises qui prennent des stagiaires.
- on constate que les élèves de LP sont orientés par l'échec, qu'ils sont plus âgés que les homologues de l'enseignement général et qu'il y a une volonté des jeunes et des familles de poursuite d'études en fin de cycle, après le bac pro par exemple. L'élève qui arrive en LP doit souvent se reconstruire après un échec dans l'enseignement général avant de se former.
- Que conseiller à un élève : la formation continue en LP ou l'apprentissage en CFA ? Cela dépend de chaque cas individuel. L'apprentissage est plus orienté par la production dans des conditions réelles du travail avec des impératifs de rentabilité, le LP formera partir de savoir théorique dans des conditions matérielles plus confortables. Les 2 formations ne sont pas antagonistes et peuvent coexister dans un même lieu. De toutes façons, il va falloir augmenter les places en LP si on veut par exemple en Ile de France, atteindre les 100 000 apprentis promis par M. JP Huchon.
- il ne paraît pas souhaitable de créer des diplômes réservés à l'apprentissage.

Ces quelques réflexions sont certes intéressantes et partent du vécu des interlocuteurs mais n'ont pas toujours répondu aux questions posées.